

**LA DÉCLARATION DES DROITS DES PAYSAN·NE·S
ET DES AUTRES PERSONNES
TRAVAILLANT DANS LES ZONES RURALES**

Droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire (art. 15)

Fiche de formation n° 4



*« Il n'y a pas un monde développé et un monde sous-développé
mais un seul monde mal développé »*

Rue J.-C. Amat 6
1202 Genève
Suisse
Tél.: +41(0)22 731 59 63

www.cetim.ch
contact@cetim.ch
[f cetimGeneve](https://www.facebook.com/cetimGeneve)
[@CETIM_CETIM](https://twitter.com/CETIM_CETIM)

LE DROIT À L'ALIMENTATION ET À LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire sont indissociables. La **souveraineté alimentaire** est un concept politique concret, élaboré et promu dès 1995 d'abord par La Vía Campesina (voir l'encadré), puis partagé et approprié par d'autres mouvements sociaux.

Enrichie avec le temps, la souveraineté alimentaire est un concept fondamental pour les organisations paysannes et concentre leur vision politique du futur de la paysannerie mondiale. L'association de ce concept avec le droit à l'alimentation a finalement été choisi, par souci de consensus lors des négociations, pour la version définitive de la Déclaration des droits des paysan·nes et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

Cela dit, le droit à l'alimentation, la sécurité et la qualité alimentaires ne seront jamais effectifs sans la prise de contrôle des paysan·nes et des travailleu·euses sur les systèmes agricoles et alimentaires.

La souveraineté alimentaire selon les paysan·nes[1]

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite par des méthodes écologiquement rationnelles et durables, ainsi que leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles.

Elle donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux et renforce l'agriculture dirigée par les paysans et les agriculteurs familiaux, la pêche artisanale, le pâturage dirigé par les pasteurs et la production, la distribution et la consommation alimentaires basées sur la durabilité environnementale, sociale et économique.

La souveraineté alimentaire implique par ailleurs de nouvelles relations sociales sans oppression ni inégalité entre les hommes et les femmes, les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et les générations.

¹ D'après la déclaration de Nyéléni, adoptée en 2007 par La Vía Campesina, <https://nyeleni.org/spip.php?rubrique4>



La souveraineté alimentaire en action se construit autour des 6 piliers suivants :

- 1. Priorité à l'alimentation des populations : c'est le droit à l'alimentation de toutes et tous qui doit être au cœur des politiques agricoles et alimentaire.*
- 2. Valorisation des producteur·rices d'aliments : les droits des paysan·nes et des autres producteur·rices doivent être protégés et leur rôle au sein de la société reconnu et valorisé.*
- 3. Établissement de systèmes locaux de production : les paysan·nes produisent d'abord pour leurs communautés et le commerce international n'est plus la norme pour nourrir les populations.*
- 4. Renforcement du contrôle local : les territoires et ressources dont dépendent les producteur·rices d'aliments sont gérés par elles et eux.*
- 5. Construction et préservation des savoirs et savoir-faire : les savoirs des producteur·rices sont la clé d'une production durable pour les générations suivantes.*
- 6. Travail avec la nature : il s'agit de refuser les techniques qui dégradent la nature pour au contraire adopter des pratiques la respectant et l'accompagnant.*

Un droit individuel et collectif

Le premier droit pour les paysan·nes est de décider ce qu'ils et elles mangent et produisent, la manière de produire et la définition des quantités. En même temps, la souveraineté alimentaire est tout sauf un droit individualiste, où chacun·e décide pour soi sans se soucier des autres. Ce droit des paysan·nes de définir leur système alimentaire et agricole est aussi celui de ne pas adopter, sur ordre ou incitation, des pratiques ou encore des méthodes les éloignant de la raison d'être de la paysannerie.

Ainsi, ce droit ne se cantonne pas au niveau individuel, il est avant tout un droit politique collectif. Les paysan·nes ont le droit, collectivement et de concert, de penser, d'organiser et de mettre en place les systèmes alimentaires et agricoles de leur choix.

La souveraineté alimentaire englobe tous les niveaux de décisions concernant l'agriculture et l'alimentation (réforme agraire, gestion des ressources naturelles, structures commerciales équitables sans dumping vis-à-vis des pays tiers, etc.) et implique que ces questions reviennent au centre du débat démocratique, avec une considération particulière à l'égard du point de vue des paysan·nes.

Ainsi, les bases de la souveraineté alimentaire sont déjà établies. Il faut maintenant que les États respectent ce droit, en écoutant les paysan·nes et en le mettant en œuvre en concertation avec ces dernier·ères.



LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE DANS LA DÉCLARATION (ART. 15.4)

La définition de la souveraineté alimentaire adoptée par tous ces mouvements sociaux (voir ci-dessus) est reprise de manière synthétique au paragraphe 4 de l'article 15 (voir encadré).

Pour une alimentation saine, suffisante et durable

Le but de la souveraineté alimentaire est bien d'assurer une alimentation adéquate pour toutes et tous. La participation des paysan·nes est la condition *sine qua non* pour y arriver. Cette alimentation est définie spécifiquement comme devant être suffisante et saine, conformément à la définition du droit à l'alimentation qui requiert une alimentation permettant le plus haut niveau de développement personnel possible. Ensuite, elle doit être « produite par des méthodes écologiques et durables respectueuses de leur culture » (art. 15.4).



Art. 15.4

« Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de définir leurs systèmes alimentaires et agricoles, droit reconnu par de nombreux États et régions comme le droit à la souveraineté alimentaire. Ceci inclut le droit de participer aux processus décisionnels concernant la politique alimentaire et agricole et le droit à une nourriture saine et suffisante produite par des méthodes écologiques et durables respectueuses de leur culture. »

LE DROIT À L'ALIMENTATION (ART. 15.1)

Les premières victimes de la faim et de la malnutrition dans le monde sont les paysan·nes et les travailleur·euses ruraux·ales, alors qu'ils et elles produisent les aliments. C'est dire si le droit à l'alimentation a une importance capitale pour les paysan·nes.

Le droit à l'alimentation est déjà consacré dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ratifié par une vaste majorité d'États, à son article 11 sur le droit à un niveau de vie suffisant. En effet, celui-ci contient déjà le droit à l'alimentation et à être à l'abri de la faim. Le droit à être à l'abri de la faim est un droit qui ne peut être enlevé à aucun être humain, puisqu'il correspond au droit à la vie.

Art. 15.1

« Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales sont titulaires du droit à une alimentation suffisante et du droit fondamental d'être à l'abri de la faim. En font partie le droit de produire des aliments et le droit à une nutrition adéquate, garants de la possibilité de jouir du plus haut degré possible de développement physique, affectif et intellectuel. »

Le premier paragraphe de l'article 15 de la Déclaration précise que le droit à l'alimentation est plus qu'un droit à la survie (voir encadré). En d'autres termes, chacun·e doit pouvoir vivre sans être inquiété·e par la faim ou par une mauvaise alimentation. Le droit à l'alimentation est un droit humain, individuel et collectif, garantissant le droit de chaque être humain à se nourrir dans la dignité. Il comprend la possibilité de produire sa propre alimentation ; cela englobe le droit à la terre, aux semences, à l'eau et aux autres ressources naturelles. Comme tout le monde

n'a pas les moyens, les compétences nécessaires ou la volonté de produire sa propre alimentation, il existe la possibilité de se procurer des aliments en les achetant.

Dans ce dernier cas, il faut avoir des moyens économiques suffisants et un accès à des produits à prix abordables. Autrement dit, le « droit à une nourriture suffisante est réalisé lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec d'autres, a physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante ou aux moyens de se la procurer. »^[1]

LE DROIT DE PRODUIRE DES ALIMENTS (ART. 15.1)

Comme déjà mentionné, le paragraphe 1 de l'art. 15 prévoit aussi le droit de produire des aliments. Il s'agit d'un renforcement du droit à l'alimentation qui permet de ne pas réduire ce dernier à une aide économique. Le but n'est pas seulement de permettre aux paysan·nes d'acheter de la nourriture ou d'avoir accès à une aide alimentaire, mais surtout de leur permettre de produire pour se nourrir et nourrir leur communauté.

L'inclusion du droit de produire dans le droit à l'alimentation est défendue par la Rapporteuse et les Rapporteurs spéciaux·ale successifs·ive de l'ONU sur le droit à l'alimentation depuis de nombreuses années. Le fait qu'il soit consacré dans la Déclaration est une avancée juridique indéniable. De plus, cet aspect est renforcé par le fait que le paragraphe 2 enjoint aux États de reconnaître le droit d'accès à l'alimentation, non seulement économiquement, mais aussi matériellement (voir l'art. 15.2 en encadré). Le but n'est pas que chaque ferme soit auto-suffisante, car ce n'est pas toujours possible, mais bien de privilégier une alimentation produite dans la communauté, à proximité.



OBLIGATIONS DES ÉTATS (ART. 15.2)

La première obligation des États en ce qui concerne le droit à l'alimentation est bien de donner accès à l'alimentation. Cet accès doit permettre d'abord de protéger de la faim, et ensuite d'assurer le plus haut niveau de développement possible à chacun·e. Pour cela, la nourriture doit être suffisante, saine et culturellement adéquate.

La paragraphe 2 de l'art. 15 précise bien que cet accès à l'alimentation doit être à la fois matériel et économique. Les États ne peuvent pas se contenter de distribuer de la nourriture : au contraire, ils doivent tout faire pour que les paysan·nes soient dans des conditions telles que la nourriture soit disponible concrètement et économiquement.



Enfin, l'accès à l'alimentation doit être durable, non seulement pour les paysan·nes d'aujourd'hui mais aussi pour les générations futures. Cela implique, entre autres, la protection des terres arables, de l'environnement et de la biodiversité.

Art. 15.2

« Les États veilleront à ce que les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales jouissent du droit d'avoir à tout moment matériellement et économiquement accès à une nourriture suffisante et adéquate, produite et consommée de façon durable et équitable, respectant leur culture, préservant l'accès des générations futures à la nourriture et leur assurant, sur le plan physique et psychique, une vie épanouissante et digne, individuellement et/ou collectivement, en répondant à leurs besoins. »

¹ Voir Observation générale n° 12 sur le droit à une nourriture suffisante du Comité de l'ONU sur les droits économiques, sociaux et culturels, E/C.12/1999/5, § 6, du 12 mai 1999.

FOCUS SUR LES ENFANTS (ART. 15.3)

Le droit à l'alimentation est tout particulièrement important pour les enfants. En effet, au-delà de l'impératif moral de ne pas laisser un·e enfant souffrir de la faim, une sous-nutrition ou malnutrition pendant l'enfance peut amener de graves problèmes de santé à l'âge adulte.

En vertu du paragraphe 3 de l'article 15, les États doivent particulièrement veiller à assurer une nutrition adéquate aux enfants et femmes enceintes et allaitantes des zones rurales.

L'accent est également mis sur l'information concernant la nutrition des enfants. L'information des populations ne suffit toutefois pas : il est précisé que les personnes ainsi informées doivent avoir les moyens pour agir selon ces connaissances.

On ajoutera néanmoins que ce focus sur les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes ne doit pas être une excuse pour que ce soient là les seuls efforts fournis par les États. En effet, les filles et les femmes de tous les âges sont les premières victimes de la faim, elles doivent de ce fait en être protégées à tout moment de leur vie, et non seulement en situation de maternité.



NOUVELLES POLITIQUES (ART. 15.5)

Pour assurer les droits à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire, les États doivent adopter de nouvelles politiques publiques. Ces dernières doivent être élaborées en partenariat avec les paysan·nes et les autres travailleur·euses des zones rurales.

Ce partenariat est la clé de voûte du droit à la souveraineté alimentaire. Celle-ci repose justement sur leur implication dans la définition des systèmes alimentaires et agricoles.

Ce partenariat ne doit pas être une simple consultation où l'avis des concerné·es est seulement noté pour être mieux écarté. Au contraire, ils et elles doivent avoir un véritable pouvoir de proposition et de décision.



Art. 15.5

« Les États élaboreront, en partenariat avec les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales, des politiques publiques aux niveaux local, national, régional et international visant à promouvoir et à protéger le droit à une alimentation suffisante, la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire ainsi que des systèmes alimentaires durables et équitables contribuant à la promotion et à la protection des droits énoncés dans la présente Déclaration. [...] »

Ce n'est qu'en pensant et construisant de tels systèmes avec les paysannes et les travailleuses rurales que les droits contenus dans la Déclaration seront effectifs.

Les obligations contenues dans le droit à la souveraineté alimentaire sont liées à celles du droit à la participation (art. 10 de la Déclaration, voir fiche de formation n° 7). Ainsi, les paysannes doivent être associées à l'élaboration de toutes les politiques publiques ayant un impact sur leurs droits. Avec la souveraineté alimentaire, c'est donc tout le système alimentaire et agricole qu'il faut repenser.

Mise en cohérence

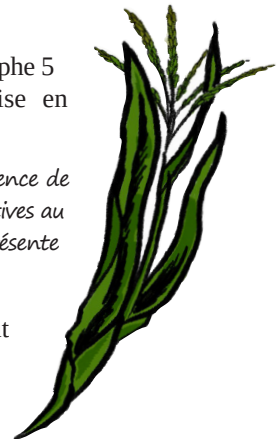
Dans beaucoup de pays, l'application du droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire nécessite de nouvelles politiques et de nouvelles lois.

Pour s'assurer que ce renouvellement juridique ait bien lieu, le paragraphe 5 de l'article 15 prévoit la mise en place de mécanismes de mise en cohérence dans tous les secteurs concernés :

« Les États établiront des mécanismes destinés à assurer la cohérence de leurs politiques agricoles, économiques, sociales et culturelles et relatives au développement avec la réalisation des droits énoncés dans la présente Déclaration. »

Ainsi, l'argument tiré de la législation interne d'un pays ne peut tenir, puisque ce sont toujours les droits contenus dans la Déclaration qui doivent primer, à moins que la législation en question soit plus progressiste.

Le paragraphe 5 ne se contente pas d'une obligation de partenariat pour réaliser les droits à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire, mais précise bien que les politiques publiques ainsi décidées doivent avoir pour but de créer « des systèmes alimentaires durables et équitables contribuant à la promotion et à la protection des droits énoncés dans la présente Déclaration ».



Points à retenir de l'art. 15

- Ils et elles ont le droit de définir leurs systèmes alimentaires et agricoles.
- Ils et elles ont le droit de participer aux processus décisionnels concernant la politique alimentaire et agricole.
- Les paysan·nes et les travailleur·euses ruraux·ales ont droit à l'alimentation et d'être à l'abri de la faim.
- Ils et elles ont le droit de produire des aliments pour se nourrir et nourrir leur communauté, avec une nourriture saine et suffisante produite par des méthodes écologiques et durables respectueuses de leur culture.
- En partenariat avec les paysan·nes et les travailleur·euses ruraux·ales, les États élaboreront des politiques publiques (aux niveaux local, national, régional et international) en faveur du droit à l'alimentation, à la sécurité alimentaire et à la souveraineté alimentaire.
- Les États assureront la jouissance de ces droits pour les paysan·nes et les travailleur·euses ruraux·ales.



Pour plus d'informations, visiter la page :
www.cetim.ch/fiches-didactiques-sur-les-droits-des-paysan-nes

Lire la Déclaration sur le droit des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales sur le site de l'ONU : <https://undocs.org/fr/A/RES/73/165>



La Déclaration des droits des paysan·ne·s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales : 12 fiches de formation

Réalisation : CETIM, mars 2021

Illustrations : Sophie HOLIN, *Déclaration des Nations Unies sur les Droits des paysan·ne·s et Autres Personnes Travaillant dans les Zones Rurales* : Livret d'Illustrations, mars 2020, reproduites avec l'aimable autorisation de [La Via Campesina](http://LaViaCampesina.org)